

Le point de l'actualité de la semaine : 036/2023 :

**Par André Dulou 156^{ème} SR, responsable de la revue de presse
Défense de l'UNION-IHEDN**

A la une aujourd'hui :

Séisme au Maroc: en France, les premières initiatives sont lancées (RFI)

Alors que le Maroc est toujours sous le choc après le terrible séisme qui a frappé la région de Marrakech, au-delà des messages de condoléances venus du monde entier, la solidarité internationale se met en place. En France par exemple, de nombreuses associations et collectivités locales ont déjà annoncé débloquer des fonds pour venir en aide aux secours et aux victimes.

La France est prête à « *intervenir* » en aide au Maroc, a déclaré le président Macron ce dimanche, lors de sa conférence de presse à New Delhi. « *Nous avons mobilisé l'ensemble des équipes techniques et de sécurité pour pouvoir intervenir quand les autorités du Maroc le jugeront utile* », a-t-il précisé. « *Les autorités marocaines savent exactement ce qu'on peut livrer, la nature et le timing... À la seconde où cette aide sera demandée, elle sera déployée et nous nous tenons prêts, maintenant c'est évidemment aux autorités marocaines d'en décider en fonction de leur évaluation sur le terrain et pour que ce soit fait en bon ordre* », a insisté le chef de l'État français.

En attendant le feu vert officiel du Maroc, sur le territoire français, les initiatives se multiplient. Ainsi, la préfecture du Rhône (centre-est) signale ce dimanche qu'une équipe de pompiers bénévoles français, accompagnée d'un maître-chien, est arrivée au Maroc et va participer aux opérations de secours à une cinquantaine de kilomètres de Marrakech. Le détachement, arrivé dans la nuit à Marrakech et accueilli au siège de la protection civile, est composé de 4 secouristes spécialistes du sauvetage, d'appui et de recherche, d'un infirmier, et d'un spécialiste avec son chien. Ces secouristes, originaires de Lyon (centre-est), sont partis avec environ 300 kilos de matériel. C'est le premier convoi à quitter la France.

Appels aux dons

Le Secours populaire a déjà débloqué 100 000 euros et lancé un appel aux dons. La Fondation de France a également mobilisé 250 000 euros et lance en parallèle un appel aux dons pour parer à l'urgence et penser à la reconstruction. L'association Architectes de l'Urgence s'est déclarée prête à envoyer des tentes et du matériel d'urgence.

<https://www.rfi.fr/fr/afrique/20230910-s%C3%A9isme-au-maroc-en-france-les-premi%C3%A8res-initiatives-sont-lanc%C3%A9es>

-0-

**Les actualités de défense, avec cet article, qui marque l'intérêt
« stratégique et nucléaire » de nos armées :**

Remise de galons et rentrée scolaire pour les BTS MSP/NUC de l'EAMEA (Défense, Marine nationale)

Le 4 septembre 2023, le capitaine de vaisseau Yann Archinard, commandant de l'École des applications militaires de l'énergie atomique (EAMEA) a présidé la cérémonie de remise de galons aux nouveaux élèves de BTS maintenance des systèmes de production – nucléaire (MSP/NUC) de l'EAMEA.

Cette remise de galons a permis de récompenser le savoir-être, la volonté et la détermination des élèves après leurs premiers jours d'acculturation à la Marine notamment à l'issue d'une sortie de terrain effectuée au fort de Saint-Vaast-la-Hougue (50). Dispensée par l'EMAC (École des matelots à Cherbourg), cette sortie de 2 jours, a permis aux jeunes élèves atomiciens d'apprendre à devenir des militaires et des marins. Au programme : TIOR, marche de plusieurs kilomètres, entraînements côtiers, installation et défense du bivouac.

A cette rentrée militaire a succédé une véritable rentrée scolaire, le 5 septembre au lycée Alexis de Tocqueville le jour de l'anniversaire de la bataille de Chesapeake.

C'est au sein de cet établissement scolaire que les BTS recevront un enseignement académique centré sur l'apprentissage du métier de technicien supérieur en charge de la maintenance des équipements industriels de production et de service. Cette formation complémentaire s'intégrera dans leur cursus pour préparer leur emploi d'atomeciens de propulsion navale.

<https://www.defense.gouv.fr/marine/actualites/remise-galons-rentree-scolaire-bts-mspnuc-leamea>

COUPE DU MONDE DE RUGBY : L'AAE AU CŒUR DU DISPOSITIF DE SÉCURITÉ (AIR ACTUALITÉS).

Avant que les équipes françaises et néo-zélandaises ne s'affrontent, la Grande Dame (Patrouille de France) a survolé le stade de France à Saint-Denis jusqu'à la place de la Concorde où est installé le « village rugby » dédié à la fan zone. Plus de 80 000 personnes sont attendus pour l'événement. Afin d'assurer une partie de la sécurité, l'armée de l'Air et de l'Espace a mis en place de nombreux dispositifs, déployés tout au long de cette Coupe du monde de rugby.

La lutte antidrones : un volet majeur du dispositif particulier de sûreté aérienne

La menace des drones est au centre des préoccupations. Pour pallier cette insécurité, l'armée de l'Air et de l'Espace a mis en place différents centres opérationnels lors de cette Coupe du monde de Rugby. Si certains drones étatiques ou de sociétés autorisées à filmer auront le droit d'être en vol, d'autres auront l'interdiction de survoler certaines zones. Le travail des Aviateurs impliqués dans la lutte antidrones (LAD) est de neutraliser ces derniers.

Pour cela, un centre de commandement est déployé sur la base aérienne 107 de Villacoublay. « *Notre travail ici est de construire différents plans, de connaître les horaires des matchs et entraînements afin d'assurer le fonctionnement des dispositifs LAD* », évoque le colonel Sébastien.

Au stade de France, à Saint-Denis, un centre d'opérations est déployé. Une dizaine d'opérateurs travaillent sur la détection des drones. Pour lutter en cas de menace, ils disposent du système appelé « Bassalt » : au sol des équipiers sont munis de fusils brouilleurs hyperfréquence de drones (BADA) pour maximiser les chances de neutralisation. Aux côtés des Aviateurs se trouvent les forces de police, équipées quant à elles d'un système « Radiant » (recherche active de drones intrusifs, acquisition, neutralisation). Ensemble, ils renforcent le dispositif global de lutte antidrones.

<https://air.defense.gouv.fr/armee-de-lair-et-de-l'espace/actualite/coupe-du-monde-de-rugby-laae-au-coeur-du-dispositif-de>

La fête de l'infanterie de Ligne : la Reine des batailles mise à l'honneur(Défense, armée de terre)

« *Nous entrerons dans la carrière quand nos aînés n'y seront plus. Nous y trouverons leur poussière et la trace de leurs vertus* » : cet extrait de la Marseillaise illustre parfaitement les bases fondamentales des différentes fêtes d'armes ou de subdivisions, sources auxquelles les soldats viennent puiser le supplément d'âme qui permet d'affronter le danger et d'exposer sciemment leur vie au combat.

Les traditions militaires

Les traditions militaires sont un legs de la longue histoire de notre pays et de son armée. Comme d'autres éléments de notre patrimoine historique et culturel national, elles sont celles de tout un peuple et de son histoire millénaire. Elles recouvrent différentes formes, dont les fêtes d'armes sont l'une des manifestations collectives les plus puissantes, véritables facteurs d'efficacité opérationnelle, car toutes invitent au dépassement de soi au service de la France. Chaque arme ou subdivision d'arme peut puiser dans sa riche histoire militaire un événement particulièrement marquant qui incarne et inspire, plus qu'un autre, son style, ses qualités, et les valeurs qu'elle porte. La commémoration de cet événement historique est un formidable instrument d'intégration et de cohésion, car elle permet d'unir entre eux des soldats qui partagent le même engagement, articulé autour de références partagées qui lui donnent tout son sens jusqu'au sacrifice ultime. Elles sont, au final, le ciment de ces liens qui traversent les générations et qui forment ce que l'on appelle la culture de chaque arme. La culture d'arme contribue aux forces morales de notre armée de Terre.

L'identité de l'infanterie de Ligne

L'infanterie de ligne remonte à l'époque napoléonienne. Créée par Bonaparte, elle était composée de jeunes soldats à pied : des fantassins, formés pour combattre en première ligne, dans les conditions les plus exigeantes. Ces soldats étaient l'épine dorsale de l'armée française. Leur courage et leur loyauté envers la France et l'empereur ont laissé une empreinte indélébile dans l'histoire militaire.

Ils se sont distingués lors nombreuses batailles célèbres, notamment Austerlitz, Waterloo, Marengo et bien sûr, la bataille de la Moskova le 7 septembre 1812. Les troupes de Napoléon affrontèrent les forces russes lors de cette bataille qui fut l'une des plus sanglantes de l'époque napoléonienne et le théâtre d'un courage extraordinaire de la part de l'infanterie de Ligne française

<https://www.defense.gouv.fr/terre/actualites/fete-linfanterie-ligne-reine-batailles-mise-lhonneur>

Les relations internationales :

Urgence pour un nouveau contrat social en Afrique (IRIS, Jean-Luc Stalon)

Six décennies depuis leur accession à l'indépendance, les pays africains ont un nouveau rendez-vous face à l'histoire, dans un contexte de reconfiguration géopolitique et d'émergence d'un monde multipolaire, mais aussi de retour en force des coups d'État militaires en Afrique.

Au début des années 60, souvent vite décapités de leurs leaders charismatiques de la lutte pour l'indépendance, la plupart des nouveaux jeunes États se sont heurtés à deux défis majeurs : le manque d'expérience de gestion de l'État et l'emprise des ex-puissances coloniales sur leur avenir politique et économique. Avec à leur tête des dirigeants acquis à la cause des puissances étrangères, beaucoup n'auront pas eu le choix ou les moyens de se frayer leur propre chemin pour bâtir des nations fortes, prospères et porteuses d'espérance pour leurs populations. Cette nouvelle forme de domination et de contrôle, souvent entretenue par le biais de la déstabilisation des

régimes des dirigeants insoumis, restera l'un des traits marquants de la gestion des pays africains durant toute la période post-coloniale.

Par ailleurs, le chemin de la construction des jeunes États africains sera ébranlé par les crises pétrolières des années 70 et les politiques d'ajustement structurelles mises en place sous l'injonction des institutions de Bretton Woods. Pour répondre aux exigences liées aux ajustements structurels, la plupart des pays ont dû se défaire de leurs entreprises publiques et, plus gravement, opérer des restrictions budgétaires sans précédent, y compris dans les secteurs sensibles tels que l'éducation, la santé et les infrastructures. Avec le recul, tous les acteurs ont reconnu plus tard que ces politiques imposées aux pays africains ont été dévastatrices en remettant en cause les quelques acquis des deux premières décennies d'indépendance et ont ralenti le processus de modernisation des économies.

<https://www.iris-france.org/177933-urgence-pour-un-nouveau-contrat-social-en-afrique/>

Les BRICS sont sur une route longue et sinueuse vers un monde multipolaire (Revue Conflits, Alex Wang)

Le sommet en Afrique du Sud (22-24 août) a dévoilé la nouvelle feuille de route du développement des BRICS. Analyse d'un groupe qui veut peser dans les affaires du monde.

L'émergence des BRICS était inévitable, même si la naissance de son nom est anecdotique. Le regroupement représente une avancée fondamentale vers un monde plus impartial et multipolaire grâce à l'émancipation du système hégémonique. Sa force et son attrait grandissants se font de plus en plus sentir. C'est pourquoi les yeux du monde entier étaient tournés vers leur 15^e sommet, qui s'est tenu en Afrique du Sud du 22 au 24 août. Nous pensons que nous devrions concentrer notre attention davantage sur le plan d'action à long terme que sur le sommet lui-même, qui n'est qu'un moment dans l'exécution de ce dernier.

Les membres des BRICS se sont mis d'accord pour accueillir dans le groupe l'Arabie saoudite, l'Iran, l'Éthiopie, l'Égypte, l'Argentine et les Émirats arabes unis. De plus, la porte reste grande ouverte : des dizaines de pays supplémentaires pourraient rejoindre le bloc plus tard.¹ Cet élargissement constitue un grand pas en avant dans le développement des BRICS, mais aussi dans la transformation du monde.

Naissance et développement

En regroupant sous le sigle BRICS les quatre pays qui avaient le taux de croissance le plus élevé, à savoir le Brésil, la Russie, l'Inde et la Chine et plus tard l'Afrique du Sud, les banquiers de Goldman Sachs n'ont pas réalisé qu'ils donnaient une identité à un changement tectonique à l'échelle mondiale dans les domaines économique et financier et même au-delà.

[https://www.revueconflits.com/determines-les-brics-sont-sur-une-route-longue-et-sinueuse-vers-un-monde-multipolaire1/Russie-](https://www.revueconflits.com/determines-les-brics-sont-sur-une-route-longue-et-sinueuse-vers-un-monde-multipolaire1/Russie-Inde-Chine)

Inde-Chine : quand les amis de mes amis sont mes ennemis (Asialyst, Côme Bastin)

Depuis le début de la guerre en Ukraine, l'Inde et la Russie aiment afficher leur proximité historique et leur rapprochement commercial. Mais un troisième acteur vient compliquer leur relation : la Chine. Si la Russie rêve d'une triple alliance eurasiatique, l'Inde prend soin de garder un pied dans le bloc occidental. Ses relations turbulentes avec la Chine ne montrent aucun signe d'apaisement.

C'est sur la lune que la Russie et l'Inde ont failli se croiser récemment. À deux jours d'intervalle, les deux pays ont tenté d'atterrir sur le satellite de la Terre. Pour la Russie, il s'agissait de prouver qu'elle est toujours une puissance spatiale après un alunissage réussi à l'époque de l'URSS il y a plus de 50 ans. Pour l'Inde, il s'agissait de prouver qu'elle est devenue une puissance spatiale, après un alunissage raté en 2019. Le 19 août dernier, la mission lunaire russe s'est terminée précipitamment par un crash de son engin à la surface après en avoir perdu le contrôle. Pour l'Inde c'est, une réussite : sa mission a touché le pôle sud de la lune le 23 août. « *Un grand pas dans l'exploration de l'espace et d'un témoignage des progrès impressionnants réalisés par l'Inde dans les domaines de la science et de la technologie* », a jugé, beau joueur, Vladimir Poutine.

Les deux pays prennent soin d'exposer aux yeux du monde une relation inébranlable, fondée sur une confiance mutuelle et une histoire partagée. Il n'empêche : le symbole est cruel pour la Russie qui avait prévu d'arriver avant l'Inde mais n'est finalement... pas arrivée du tout. D'autant plus cruel que Moscou, à l'époque soviétique, a contribué au progrès du programme spatial indien. L'épisode illustre en tout cas une des dynamiques à l'œuvre dans la relation russo-indienne : le passage d'une relation à sens quasi unique de la Russie vers l'Inde, à une relation plus opportuniste, d'égal à égal.

<https://asialyst.com/fr/2023/09/09/russie-inde-chine-quand-amis-ennemis/>

Sur le plan de l'économie, cet article relatif à la « dédollarisation »

Le dollar américain va-t-il perdre son titre de première devise mondiale ? (Les Crises, J. Polychroniou)

Gerald Epstein examine l'impact que la perte du statut de monnaie de réserve du dollar pourrait avoir sur l'économie américaine et mondiale.

Depuis l'invasion de l'Ukraine par la Russie, et surtout depuis que Washington a imposé des sanctions radicales à Moscou, un certain nombre de pays à travers le monde – dont le Brésil, la Chine, l'Inde, l'Iran, l'Arabie saoudite et l'Afrique du Sud – s'opposent à l'hégémonie du dollar américain dans l'économie mondiale. Alors que ce mouvement de dédollarisation prend de l'ampleur, nous sommes obligés de nous poser la question suivante : la domination du dollar américain est-elle menacée ? La fin de l'hégémonie du dollar américain serait-elle bénéfique pour le monde ?

L'économiste progressiste Gerald Epstein éclaire le débat sur la dédollarisation dans cet entretien exclusif pour Truthout. Il explique le rôle que joue le dollar en tant que monnaie internationale dans le maintien de l'hégémonie mondiale des États-Unis, détaille comment l'impérialisme contribue à renforcer le rôle du dollar en tant que monnaie, et analyse si la dédollarisation est réellement en cours et comment la perte du statut de monnaie de réserve du dollar pourrait affecter à la fois les États-Unis et l'économie mondiale. Epstein est professeur et codirecteur de l'Institut de recherche en économie politique (PERI) à l'université du Massachusetts Amherst, et auteur d'un livre à paraître aux Presses de l'université de Californie, intitulé *Busting the Bankers' Club : Finance for the Rest of Us* [Faire exploser le club des banquiers : la finance pour le reste de la population, NdT].

C. J. Polychroniou : Le dollar américain est la principale monnaie de réserve mondiale depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale, grâce à un accord conclu par les États-Unis et leurs alliés à Bretton Woods en 1944 pour créer un régime international d'échange de devises dans lequel le dollar était rattaché à l'or. Les États-Unis ont unilatéralement rompu les liens entre le dollar et l'or en 1971, mettant

ainsi fin au système de Bretton Woods, mais le dollar reste la monnaie de réserve internationale, bien que les monnaies de réserve autres que le dollar aient considérablement augmenté au cours des 10 à 15 dernières années. Quel est le rôle actuel du dollar en tant que principale monnaie de réserve de l'économie mondiale ? Gerald Epstein : Le dollar américain est la « monnaie internationale » dominante utilisée dans la majeure partie du monde. Il s'est imposé au moins depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale et probablement un peu avant. Il convient tout d'abord d'expliquer le rôle que joue la « monnaie internationale. »

Comme la « monnaie nationale » – le bon vieux dollar américain utilisé aux États-Unis, par exemple – la monnaie internationale joue plusieurs rôles différents. Elle sert de « moyen d'échange » dans les transactions quotidiennes, c'est-à-dire que vous l'utilisez lorsque vous achetez une pizza ou une nouvelle voiture. Elle sert également de « réserve de valeur » pour conserver une partie de votre épargne.

<https://www.les-crises.fr/le-dollar-americain-va-t-il-perdre-son-titre-de-premiere-devise-mondiale/>

Nucléaire : le Royaume-Uni définit ses plans de recherche après avoir rejeté l'adhésion à Euratom (Euractiv, Benjamin Fox)

Le Royaume-Uni a prévu d'investir jusqu'à 650 millions de livres sterling pour soutenir des programmes nationaux de recherche sur la fusion nucléaire jusqu'en 2027, après avoir confirmé en début de semaine qu'il ne rejoindrait pas le programme de recherche et de formation Euratom de l'UE.

Le gouvernement du Premier ministre britannique Rishi Sunak a confirmé ces projets jeudi (7 septembre), ajoutant que de plus amples détails sur les programmes alternatifs nationaux seront présentés dans les semaines à venir.

Cette décision intervient malgré l'accord conclu cette semaine entre le Royaume-Uni et la Commission européenne pour rejoindre le programme de l'Union européenne pour l'observation de la Terre, Copernicus, ainsi que le programme Horizon Europe avec une diminution de sa contribution financière pour compenser les années passées en dehors du programme.

L'accord, portant sur une contribution de près de 2,6 milliards d'euros par an selon les estimations de la Commission européenne, fait suite à des mois de marchandage sur les contributions annuelles de Londres. Il comprend également « *une nouvelle [clause de] récupération automatique qui protège le Royaume-Uni alors que la participation se remet des effets des deux années et demie [passées en dehors du programme]. Cela signifie que le Royaume-Uni sera dédommagé si les scientifiques britanniques reçoivent beaucoup moins d'argent que ce que le pays investit dans le programme* ».

<https://www.euractiv.fr/section/politique/news/nucleaire-le-royaume-uni-definit-ses-plans-de-recherche-apres-avoir-rejete-ladhesion-a-euratom/>

Qualité des données, un enjeu crucial pour les entreprises en 2023 (Economie matin, la Rédaction)

La qualité des données est cruciale pour le succès des entreprises, mais seuls 46% des professionnels ont confiance en leurs données. Pour améliorer leur efficacité opérationnelle, réduire les coûts et prendre des décisions éclairées basées sur des données, de plus en

plus d'entreprises se tournent vers la technologie et la qualité des données reste une priorité pour la majorité.

Les défis de la qualité des données

La qualité des données est au cœur des préoccupations des entreprises qui souhaitent améliorer leur agilité métier en s'appuyant sur des données fiables. En effet, la mauvaise qualité des données représente un problème majeur pour 70 % des personnes qui accordent un faible degré de confiance à leurs données. Pourtant, la prise de décisions basées sur les données constitue l'objectif principal de 77 % des professionnels interrogés pour leurs programmes de l'année 2023. Les objectifs tels que l'amélioration de l'efficacité opérationnelle, la réduction des coûts, la génération de recettes et l'amélioration de la conformité réglementaire reposent sur l'utilisation de données fiables. Ainsi, la qualité est citée à la fois comme le principal défi et la priorité la plus importante en 2023 pour garantir l'intégrité des données pour plus de la moitié (53%) des personnes interrogées.

<https://www.economiematin.fr/qualite-decision-entreprise-donnee-informatique-data>

Lire avec intérêt cet article concernant la sécurité intérieure :

**ATTENTAT CONÇU À L'ÉTRANGER, ULTRADROITE...
GÉRALD DARMANIN ÉVOQUE LA MENACE TERRORISTE
"TRÈS FORTE" EN FRANCE (BFMTV, FRANÇOIS
BLANCHARD)**

Invité de France 2 samedi soir, le ministre de l'Intérieur a dressé l'état de la menace terroriste dans le pays.

Gérald Darmanin a qualifié samedi soir la menace terroriste en France de "très forte" sur le plateau de l'émission "Quelle Époque" sur France 2.

Le ministre de l'Intérieur s'est notamment inquiété des "menaces projetées", c'est-à-dire des projets d'attentat conçus à l'étranger et mis en œuvre par des équipes envoyées en France.

"On s'inquiète"

"Le Bataclan, on pensait pendant très longtemps que cela ne pouvait plus arriver. Ce qui se passe en Afghanistan, au Levant, en Afrique reconstitue de l'argent, des moyens pour faire une menace projetée. Ça, on s'inquiète", a-t-il dit.

"On se prémunit contre l'éventuelle menace projetée qui se reconstitue parce que les Américains, les Français sont moins présents au Sahel, au Levant et en Afghanistan", a-t-il expliqué.

Menace endogène

Néanmoins, selon lui, la principale menace terroriste est "endogène", c'est-à-dire venant d'une personne radicalisée passant seule à l'acte.

https://www.bfmtv.com/police-justice/attentat-concu-a-l-etranger-ultradroite-gerald-darmanin-evoque-la-menace-terroriste-tres-forte-en-france_AN-202309100320.html

Et ces articles de fond et d'actualité

22 – Le rejet de l’oppression (Diploweb, Patrice Gourdon)

Parmi les représentations géopolitiques les plus fréquentes dans les rapports de force, figure l’**oppression**. Lorsqu’une population (ou une fraction de celle-ci) subit une situation trop contraignante ou perçue comme telle, d’origine nationale ou étrangère, quelle qu’en soit la nature (religieuse, politique, économique, culturelle, notamment), il apparaît plus ou moins vite et de manière plus ou moins visible, un rejet de cette oppression. D’ailleurs elle se trouve, le plus souvent, qualifiée d’“intolérable“. Selon les situations, la lutte revêt des formes variées, tantôt clandestine, tantôt à visage découvert, tantôt par des moyens pacifiques, tantôt par des manifestations violentes, voire des actions armées.

Il peut s’agir d’une **opposition masquée**, pacifique, restreinte au cadre privé. Cela passe alors par la transmission familiale ou communautaire d’une histoire non officielle, d’une croyance religieuse, de la pratique d’une langue, de valeurs politiques, par exemple. Selon les cas, ces comportements peuvent être tantôt tolérés, tantôt plus ou moins sévèrement réprimés. Persécutés jusqu’à l’édit de Constantin (313), les **premiers chrétiens** pratiquèrent pendant plusieurs siècles leur culte clandestinement. Il faut toutefois nuancer l’intensité et la nature de cette oppression selon l’époque et le lieu considérés. Durant le Désert, qui dura de la révocation de l’édit de Nantes, en 1685, à la Révolution française (1789), une partie des **protestants** français qui n’émigrèrent pas demeurèrent fidèles à leur foi, en dépit de la sévérité des peines encourues. Tous ne suivirent pas les Camisards dans la lutte armée (1702-1710). Les répressions de longue durée ne vinrent à bout ni des musulmans **alévis** en Turquie, ni des **bahai’s** en Iran, par exemple. En général, cette résistance passive assure au mieux la survivance de la communauté, mais la propagation des particularités de cette dernière s’en trouve le plus souvent bloquée. Observons néanmoins que le christianisme constitue un important contre-exemple. Mais cela tient au choix “politique“ que fit saint Paul d’accueillir les non-Juifs ainsi que l’ensemble des hommes et des femmes et ce, quelle que fût leur condition : « il n’y a ni Juif ni Grec, il n’y a ni esclave ni homme libre, il n’y a ni homme ni femme ; car tous vous ne faites qu’un dans le Christ Jésus [1] ».

La transmission des croyances et des pratiques religieuses peut dépasser la résistance à l’intolérance religieuse, elle revêt alors une dimension politique. Dans le cas de l’ensemble des pays soumis au communisme, elle a valeur d’acte de résistance face à la domination étrangère et au totalitarisme. La situation du **bouddhisme lamaïque** au Tibet depuis 1950 illustre cela. Pour autant que l’on puisse le savoir, la fidélité d’une partie des Tibétains à leur religion peut signifier beaucoup de choses. Notamment, elle traduit soit une conviction intime, soit un attachement à leur culture, soit un sentiment d’appartenance nationale, soit un rejet du communisme, soit un refus de la domination étrangère, soit plusieurs de ces sentiments à la fois.

<https://www.diploweb.com/22-Le-rejet-de-l-oppression.html>

Les multiples crises affectent les stratégies d’acquisitions des multinationales françaises (The Conversation, Ludivine Chalença, Manon Meschi, Ulricke Mayrhofer)

La pandémie de Covid-19 ou encore la guerre en Ukraine ont constitué des crises d’ampleur mondiale qui ont remis en cause la politique d’investissement des multinationales. Ces chocs exogènes, par nature imprévisibles, ont en effet provoqué un fort climat d’incertitude et contraignent les entreprises à s’interroger sur leur politique d’acquisition.

Ces rachats d'entreprises permettent aux multinationales d'accélérer leur croissance et de saisir de nouvelles opportunités de développement. Elles comportent cependant de nombreux risques liés à leurs complexités financières et organisationnelles, qui sont accentuées lorsque les cibles sont localisées dans des pays éloignés.

Les chocs exogènes récents ont particulièrement affecté les stratégies des multinationales du CAC 40 qui avaient multiplié leurs investissements dans les économies matures et émergentes avant 2020. C'est l'une des conclusions d'un travail de recherche récent, qui a pris la forme d'une étude qualitative fondée sur l'examen systématique des rapports annuels d'activité, des sites Internet et des communiqués de presse des 40 plus grandes multinationales cotées à la bourse de Paris ainsi que sur les articles de presse publiés sur Factiva (plate-forme de recherche d'actualités et de données mondiales).

<https://theconversation.com/les-multiples-crisis-affectent-les-strategies-dacquisitions-des-multinationales-francaises-212883>

La réponse européenne à la criminalité internationale (Gendinfo, LTN Floriane Hours)

Aujourd'hui, nous célébrons la première édition de la Journée internationale de la coopération policière, une occasion de promouvoir le travail effectué par nos gendarmes au-delà des frontières et de réaffirmer notre engagement pour le renforcement de la coopération internationale. Agence européenne de portée internationale, Europol est devenue, en quelques années, un outil majeur dans la lutte contre le crime organisé, auprès duquel la gendarmerie nationale occupe une place importante. De son fonctionnement à ses missions, en passant par les opérations menées conjointement avec toutes les polices d'Europe, découverte d'une agence aux multiples facettes.

"L'histoire d'Europol, c'est celle de la réponse européenne aux besoins des États membres en outils de coopération permettant de dépasser les frontières nationales. C'est aussi une histoire liée à l'internationalisation de la criminalité organisée et du terrorisme », expose le Lieutenant-colonel (LCL) Pascal Lhoutellier, chef du pôle coopération internationale à la Sous-direction de la police judiciaire (SDPJ) de la gendarmerie nationale. Souvent confondue avec Interpol (organisation internationale œuvrant contre les menaces criminelles au niveau mondial), Europol travaille au niveau européen pour lutter contre la criminalité internationale : une sorte de bouclier sécuritaire réunissant toutes les polices européennes, parmi lesquelles la gendarmerie française.

Europol, qu'est-ce que c'est ?

Europol est l'agence européenne spécialisée dans la répression de la grande criminalité et du terrorisme. Basée à La Haye, aux Pays-Bas, elle regroupe les 27 pays de l'Union européenne (U.E.), mais coopère également avec d'autres États hors U.E., comme l'Australie, le Canada, la Norvège, les États-Unis, le Royaume-Uni ou encore la Suisse. Europol a dans sa ligne de mire les réseaux criminels sévissant dans plusieurs pays du territoire européen, et ce sur un large spectre : terrorisme, pédophilie, trafics internationaux de stupéfiants et d'armes, fraude organisée, contrefaçon et blanchiment d'argent, ainsi que les vols qualifiés et les vols aggravés. Une longue liste, à laquelle viennent s'ajouter depuis quelques années de nouvelles menaces liées à la cybercriminalité et à la traite des êtres humains (y compris au travers de l'exploitation par le travail) ou encore la criminalité environnementale.

<https://www.gendarmerie.interieur.gouv.fr/gendinfo/actualites/2023/la-reponse-europeenne-a-la-criminalite-internationale>

Parus au journal officiel :

Ordonnance n° 2023-836 du 30 août 2023 portant adaptation du droit français au règlement (UE) 2021/23 du Parlement européen et du Conseil du 16 décembre 2020 relatif à un cadre pour le redressement et la résolution des contreparties centrales

<https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000048010823>

Décret n° 2023-840 du 30 août 2023 portant diverses mesures relatives aux régimes de retraite

<https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000048011057>

Décret n° 2023-848 du 31 août 2023 relatif à la réglementation des engins de déplacement personnel motorisés

<https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000048034155>

Arrêté du 8 septembre 2023 portant approbation de la convention constitutive du groupement d'intérêt public dénommé « Mission du 80ème anniversaire des débarquements, de la Libération de la France et de la Victoire »

<https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000048055843>